

PRÉFET DE LA VENDEE

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n°17-DRCTAJ/1- 55
autorisant la société SOLITOP à poursuivre l'exploitation
d'une installation de stockage de déchets dangereux à Saint-Cyr-des-Gâts

VU le code de l'environnement (parties législative et réglementaire), relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R. 511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05-DRCLE1-243 du 9 mai 2005 autorisant la société SOLITOP à poursuivre l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique de déchets dangereux sur la commune de Saint-Cyr-des-Gâts ;

VU la demande en date du 1er décembre 2015, complétée en dernier lieu le 11 mai 2016, par la Société SOLITOP en vue d'obtenir l'autorisation pour son site de Saint-Cyr-des-Gâts :

- L'augmentation du tonnage annuel autorisé de 30 000 à 50 000 tonnes pour la réception de déchets dangereux,
- La rehausse de 5 m par rapport au point haut de la zone de stockage,
- La modification de la composition de la couverture finale,
- L'ajustement du débit de rejet des bassins d'eaux pluviales en fonction de la pluviométrie annuelle,
- La mise en place d'un stockage tampon des lixiviats,
- La modification du seuil d'admission des terres en stockage direct pour les HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques).

VU les plans, cartes et notices annexés à la demande ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 octobre au 21 novembre 2016 en mairie de Saint-Cyr-des-Gâts ;

VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 12 décembre 2016 ;

VU l'avis des conseils municipaux ;

VU l'avis des services administratifs consultés ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 janvier 2017 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 24 janvier 2017 ;

CONSIDERANT que la société SOLITOP a justifié ses capacités techniques et financières ;

CONSIDERANT que la société SOLITOP bénéficie des droits acquis pour le statut Seveso seuil haut de son établissement pour ses activités de stockage de 488 t de déchets dangereux avant stabilisation en référence à la rubrique 4510 (mentions de danger H400 et H410) ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L 211-1 et L 511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT les observations de l'intéressé dans le délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification de l'arrêté ;

Arrête

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 - Titulaire de l'autorisation

La société SOLITOP dont le siège social est situé à Bois des Blettes, 85 410 Saint-Cyr-des-Gâts est autorisée, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de Saint-Cyr-des-Gâts, au Bois des Blettes, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 - Prescriptions antérieures

Sont abrogés, à compter de la notification du présent arrêté, les arrêtés suivants :

- arrêté préfectoral 9 mai 2005
- arrêté préfectoral complémentaire n°07-DRCTAJE/1-424 du 14 novembre 2007 modifiant le plan d'exploitation et de remise en état
- arrêté préfectoral complémentaire n°12-DRCTAJ-1-778 du 5 juillet 2012 relatif au bénéfice des droits acquis
- arrêté préfectoral complémentaire n°14-DRCTAJ-1-366 du 23 juin 2014 relatif aux garanties financières
- Courrier préfectoral du 21 septembre 2015 relatif au bénéfice des droits acquis

Article 1.1.3 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les installations soumises à déclaration respectent les prescriptions d'aménagement et d'exploitation définies par les arrêtés types correspondants, en complément des dispositions générales portant sur l'ensemble du site figurant dans le corps du présent arrêté, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté.

Les installations soumises à déclaration visées ci-après ne sont pas soumises à l'obligation de vérification périodique prévue pour les rubriques DC.

Article 1.1.4 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2760.1	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720. 1. Installation de stockage de déchets dangereux	50 000 t/an de déchets dangereux Volume résiduel de 457 000 m³ estimé au 01/06/2018 Capacité journalière maximale : 800 t/j	A
3540 (rubrique principale)	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	(idem)	A
2790.1	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793. 1. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10	Traitement par stabilisation de déchets dangereux : 50 000 t par an maximum 350 t/j maximum	A
2790-2	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793. 2. Déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.	(idem)	A
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/ régénération des solvants - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage	Traitement par stabilisation de déchets dangereux 350 t/j maximum	A

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage avant stabilisation : 488 tonnes (déchets en silos 240 t déchets en fosses et big-bag : 246 t et déchets en traitement 2 t)	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971. 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Réemploi des lixiviats venant d'une ISDND dans l'unité de stabilisation de déchets dangereux = 70 t/j	A
3531	Élimination des déchets non dangereux non inertes avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires : - traitement biologique - traitement physico-chimique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Réemploi des lixiviats venant d'une ISDND dans l'unité de stabilisation de déchets dangereux = 70 t/j	A
2515-1b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW	Puissance des installations de malaxage et de broyage : 207 kW	E
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Stocks avant stabilisation : < 1000 m ³	DC

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2717	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719 et 2793 La quantité des substances ou mélanges dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieures ou égales aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	Stockage avant stabilisation : 488 tonnes (déchets en silos 240 t déchets en fosses et big-bag : 246 t et déchets en traitement 2 t)	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Stockage avant stabilisation : 488 tonnes (déchets en silos 240 t déchets en fosses et big bag : 246 t et déchets en traitement 2 t)	A

* A (autorisation), AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), E (Enregistrement), DC ou D (déclaration)

Classement Seveso :

L'établissement a le statut Seveso seuil haut (article L515-36 du code de l'environnement) pour le stockage de déchets dangereux avant et en cours de stabilisation soit 488 t (en référence à la rubrique 4510).

Classement IED :

Le site est classé sous les rubriques IED :

- 3510 : élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour
- 3531 : élimination des déchets non dangereux non inertes avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour
- 3540 : installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes
- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte

La rubrique 3540 sera la rubrique principale au sens du paragraphe II de l'article R.515-59 du code de l'environnement.

Article 1.1.5 - Tonnages autorisés

Le centre est autorisé à recevoir un tonnage global de 50 000 t/an de déchets entrants.

La capacité d'enfouissement supplémentaire est de 457 000 m³, soit une quantité nette de déchets stockables d'environ 600 000 tonnes sur la base d'une densité estimée d'environ 1,3 t/m³, soit un volume total d'environ 1,1 million de m³.

La fin de l'autorisation est fixée au 31/12/2025.

Article 1.1.6 - Implantation de l'établissement

Les installations sont implantées sur les parcelles A 1292, A 1279, ZB 61, A 1134 et A 1278 du plan cadastral de la commune de Saint-Cyr-des-Gâts représentant une superficie totale de 173 117 m².

Article 1.1.7 - Description des activités principales

Le site comporte les différents équipements suivants :

- un bâtiment accueil / laboratoire ;
- un ou plusieurs pont-bascules équipé(s) d'un portique de détection de la radioactivité ;
- une unité de stabilisation des déchets dangereux disposant :
 - de 8 silos pour le stockage des déchets et réactifs pulvérulents,
 - de 3 fosses couvertes de réception de boues en bennes ou big-bags,
 - d'un système de déconditionnement des déchets reçus en bigs-bags,
 - de 2 cuves pour le mélange et le pré-dosage des différents liquides,
 - de 4 bascules pour le pré-mélange et le dosage des déchets, des réactifs et des liquides,
 - d'un malaxeur pour le mélange des déchets, des réactifs et des liquides ;
- de casiers de stockage des déchets dangereux ;
- un atelier pour l'entretien du site et des engins ;
- une cuve de Gasoil Non Routier (GNR), située à proximité de l'atelier ;
- de bassins pour la gestion des eaux :
 - deux bassins de stockage tampon des eaux de ruissellement internes,
 - un bassin de réserve incendie,
 - un bassin de stockage tampon des eaux de carreau de l'unité de stabilisation,
 - un ou plusieurs réservoirs tampon pour le stockage de lixiviats avant traitement.

La zone de stockage couvre environ 65 000 m², divisée en 5 casiers :

- Les casiers DIS 4-A à DIS 4-D en poursuite d'exploitation ;
- Le casier DIS 4-E constitue une nouvelle zone exploitée en réhausse d'un ancien casier DIS3 en post exploitation.

La côte maximum des casiers de stockage de déchets après remise en état est de 144 m NGF.

Au maximum, la hauteur des déchets stockés sera de 30 m.

Article 1.1.8 - Zone géographique d'apport des déchets

Les déchets admissibles proviennent principalement de la région Pays-de-la-Loire et de ses régions limitrophes (Bretagne, Normandie, Centre Val de Loire et Nouvelle Aquitaine).

Ponctuellement, les déchets pourront provenir d'autres régions.

Article 1.1.9 - Validité de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'est pas mise en service dans un délai de trois ans ou n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 1.1.10 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative – Tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile-Gloriette CS 24111 – 44000 NANTES :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent acte, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 1.2 - Modifications et cessation d'activité

Article 1.2.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes sont implantées, construites, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers présentés au préfet sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté.

Article 1.2.2 - Portée à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

Article 1.2.3 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées dans le présent arrêté nécessite une nouvelle autorisation ou déclaration le cas échéant.

Article 1.2.4 - Changement d'exploitant

Pour les installations de stockage des déchets et les installations figurant sur la liste prévue à l'article L516-1 du code de l'environnement, la demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Article 1.2.5 - Cessation d'activité

Au moins 6 mois avant la cessation de l'exploitation commerciale, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, s'il y a lieu, des déchets non enfouis selon les modalités fixées par le présent arrêté et encore présents sur le site ;
- les interdictions ou les limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- une proposition de surveillance du site pendant la période de post exploitation,
- le démantèlement des bâtiments non nécessaires au suivi en post exploitation,

- la totalité des aménagements de gestion des eaux sera maintenue, permettant la poursuite d'une gestion des eaux rigoureuse sur l'ensemble du site, pendant la période de suivi post exploitation,
- les zones en enrobé non nécessaires au suivi post-exploitation seront éliminées et les sols seront remodelés pour permettre un bon écoulement des eaux vers les fossés existants. Les séparateurs hydrocarbures devenus obsolètes seront démantelés dans les règles de l'art.

Le dossier de servitudes d'utilité publique prévu à l'article 3.7.3 sera également transmis.

Article 1.3 - Législations et réglementations applicables

Article 1.3.1 - Textes généraux applicables à l'établissement

Outre les dispositions du code de l'environnement et sans préjudice des autres réglementations en vigueur, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui les concernent.

Dates	Références des textes	Critères d'application
31/03/80	Arrêté relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées	Risques d'explosion
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement	Extensions postérieures au 23/01/97
29/07/05	Arrêté fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux	BSDI CERFA n° 12571*01
29/09/05	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation	Etudes des dangers
31/01/08	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions des installations classées soumises à autorisation	Déclaration site GEREPE
07/07/09	Arrêté relatif aux modalités d'analyses dans l'air et dans l'eau pour les IC et aux normes de référence	Normes
04/10/10	Arrêté modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations soumises à autorisation	Risques accidentels vieillessement de certains équipements, règles parasismiques, foudre, perte de confinement
29/02/12	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement	
26/05/14	Arrêté relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement	Dispositions spécifiques aux établissements Seveso

Article 1.3.2 - Textes spécifiques applicables à l'établissement

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 30/12/2002 relatif au stockage de déchets dangereux s'appliquent à l'installation de stockage, et sont complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 1.3.3 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression...

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 2.1 - Justificatifs tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect des dispositions du présent arrêté. Les justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.

En particulier, les documents suivants sont disponibles durant toute la vie de l'installation sauf pour les pièces circonstanciées pour lesquelles une période de conservation différente peut être justifiée :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les demandes successives de modifications adressés au préfet ;
- les plans de l'établissement tenus à jour, y compris les réseaux ;
- les actes et les décisions administratifs dont bénéficient l'établissement, notamment les arrêtés d'autorisation ainsi que les récépissés de déclaration et leurs prescriptions générales ;
- les enregistrements, compte rendus et résultats de contrôles des opérations de maintenance et d'entretien des installations ;
- les enregistrements, rapports de contrôles, résultats de vérifications et registres liés à la surveillance de l'établissement et de son environnement ainsi que les rapports de contrôles réglementaires réalisés par des organismes agréés.

Ces justificatifs peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder.

Article 2.2 - Principes de conception et d'aménagement

Article 2.2.1 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées. Le cas échéant, des écrans végétaux sont mis en place.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

Article 2.3 - Dispositions générales d'exploitation

Article 2.3.1 - Accès

L'accès à l'installation de stockage doit être limité et contrôlé. A cette fin, l'installation de stockage est clôturée par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres, muni de grilles qui doivent être fermées à clef en dehors des heures de travail.

Dans le cas où la clôture prévue à l'alinéa précédent ne serait pas susceptible de masquer l'installation de stockage, cette clôture est doublée par un rideau d'arbres à feuilles persistantes ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes. L'ensemble de ce dispositif doit être entretenu.

Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

Toutes les issues ouvertes doivent être surveillées et gardées pendant les heures d'exploitation. Elles sont fermées à clef en dehors de ces heures.

Les voies de circulation entre l'entrée principale et le poste d'admission sont goudronnées.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage.

Article 2.3.2 - Aménagements et entretien

1. Une aire d'attente intérieure doit être aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les vérifications des chargements.

2. Un (ou plusieurs) pont-bascule(s) muni(s) d'un système de traçabilité et d'enregistrement des pesages doit (doivent) être installé(s) à l'entrée de l'installation de stockage afin de connaître le tonnage des déchets admis.

Sa capacité doit être au minimum de 50 tonnes.

3. L'installation de stockage est équipée de moyens de communication modernes permettant un échange sans délai.

4. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

5. A proximité immédiate de l'entrée principale, est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés :

- la mention " installation classée " ;
- l'identification de l'installation de stockage ;
- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- la mention " interdiction d'accès à toute personne non autorisée " ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Les panneaux doivent être en matériaux résistants, les inscriptions doivent être indélébiles.

6. Des mesures sont prises afin de réduire les nuisances et les dangers pouvant résulter de l'installation de stockage :

- mauvais état de propreté des camions desservant le site ;
- émissions d'odeurs et de poussières ;
- matériaux emportés par le vent ;
- oiseaux, animaux nuisibles et insectes ;
- formation d'aérosols ;
- risque d'incendie.

Article 2.4 - Exploitation des installations

Article 2.4.1 - Horaires de fonctionnement

La réception des déchets s'effectue du lundi au vendredi de 7h00 à 17h30, hors jours fériés. Le fonctionnement du site s'effectue de 6h00 à 22h00.

Article 2.4.2 - Personnes compétentes

L'exploitation des installations, y compris le suivi, l'entretien et les réparations, est effectuée sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant, formées à la maîtrise des risques et des nuisances liés aux installations et aux produits ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Article 2.4.3 - Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, l'exploitant assure la formation de l'ensemble du personnel de l'entreprise, y compris des intervenants extérieurs, qui comprend, a minima, la connaissance des risques liés aux produits et aux installations ainsi que les consignes.

Elle est adaptée et proportionnée aux enjeux de l'établissement. Cette formation initiale est entretenue.

Article 2.4.4 - Consignes

Les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des consignes, des procédures et des instructions, tenues à jour et accessibles à tous les membres concernés des personnels et, au besoin, affichées.

Article 2.4.4.1 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations qui comportent explicitement les instructions de conduite et les vérifications à effectuer, en conditions normales de fonctionnement, en phases de démarrage, d'arrêt ou d'entretien ainsi que de modifications ou d'essais. Il définit la périodicité des vérifications lorsque ces dernières ne sont pas fixées par la réglementation.

Dans le cas de conduite d'installations ou de manipulations dangereuses dont le dysfonctionnement pourrait développer des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement, les consignes d'exploitation sont complétées de procédures et/ou d'instructions écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de réglage, de signalisation, de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité minimale de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation.

Article 2.4.4.2 - Consignes de sécurité

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie et d'explosion ;
- l'obligation de permis d'intervention ou de permis de travail dans les zones à risques de l'établissement ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides...) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et en particulier les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ... ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Article 2.4.5 - Conduite et entretien des installations

La surveillance des installations est permanente. Les dispositifs de conduite sont conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite au-delà des conditions normales d'exploitation.

Les installations sont exploitées, entretenues et surveillées de manière :

- à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...), y compris à l'occasion des phases de démarrage ou d'arrêt des installations ;
- à réduire les durées de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter la pollution émise en réduisant ou arrêtant, si besoin, les installations concernées. Il en informe sans délai l'inspection des installations classées en présentant les mesures correctives engagées pour y remédier.

Les incidents de fonctionnement, les dispositions prises pour y remédier ainsi que les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé sont relevés sur un registre dédié.

Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place dans l'établissement sont maintenus en permanence en bon état et périodiquement vérifiés. Ces contrôles font l'objet de comptes-rendus tracés.

Article 2.4.6 - Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Article 2.4.7 - Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement.

Le rapport d'accident ou, sur demande le rapport d'incident, précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 2.5 - Surveillance de l'établissement et de ses émissions

Article 2.5.1 - Suivi et contrôle des installations

Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés selon les normes, ou à défaut selon les règles de l'art, en vigueur au moment de leur exécution. Des méthodes de terrains peuvent être utilisées pour la gestion de l'établissement au quotidien si elles sont régulièrement corrélées à des mesures de laboratoire réalisées conformément aux normes en vigueur.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses

spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

Les frais engagés pour les contrôles prévus dans le cadre de cet arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.5.2 - Bilan environnement annuel (déclaration GERE)

L'exploitant déclare chaque année, au ministre chargé de l'environnement, les données définies dans l'arrêté ministériel du 30 janvier 2008 modifié, en particulier :

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau pour les polluants et selon les seuils définis dans l'arrêté ministériel précité ;
- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 t/an ;
- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an ;
- les quantités de déchets dangereux admises et traitées sur le site.

Cette déclaration est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées et la déclaration des données des émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N+1.

TITRE 3 - ADMISSION DES DÉCHETS

Article 3.1 - Déchets admissibles

Article 3.1.1 - Généralités

Les déchets qui peuvent être admis dans l'installation de stockage visée par le présent arrêté sont les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

A l'exception des déchets contenant de l'amiante et assimilés (dont fibres céramiques), le déchet doit, pour être admis, satisfaire aux critères fixés au point 3 de l'annexe I du présent arrêté. Afin de satisfaire à ces critères, certains déchets sont préalablement stabilisés sur le site.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

Article 3.1.2 - Admission de déchets d'amiante et assimilés

Tous les déchets contenant de l'amiante et assimilés (dont fibres céramiques), sont admissibles dans l'installation de stockage.

L'exploitant vérifie que les déchets contenant de l'amiante arrivent sur son site en double conditionnement étanche et étiqueté « amiante ». Tout conditionnement devra être identifié et fermé au moyen d'un scellé numéroté. Le scellé mentionnera le numéro de SIRET de l'entreprise qui a conditionné l'amiante et un numéro d'ordre permettant l'identification univoque du conditionnement.

L'exploitant vérifie également que le chargement est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA) sur lequel sont indiqués les numéros des scellés et qui précise :

- l'identité du maître d'ouvrage qui a commandé les travaux de désamiantage ;
- l'identité de l'entreprise qui a effectué les travaux de désamiantage ;

- l'identité du transporteur ayant apporté les déchets jusqu'à l'installation de stockage.

Afin de limiter pour les agents de l'installation de stockage le risque d'inhalation de l'amiante, l'exploitant n'est pas tenu de mettre en œuvre les prescriptions des articles 3.3 et 3.5.2, sous réserve que les prescriptions des deux alinéas précédents soient respectées.

Pour un chargement donné, l'exploitant de l'installation de stockage doit pouvoir donner le lieu précis du stockage et les numéros des scellés.

Lorsque le déchet est définitivement accepté sur le site de stockage, un accusé de réception écrit est délivré au producteur ou détenteur du déchet.

En cas de non-présentation de l'exemplaire original d'un des documents de suivi ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard 12 heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus de chargement. Cette notification est à envoyer au préfet de la Vendée, au préfet du département du producteur du déchet, au producteur (ou détenteur) du déchet et, si nécessaire, aux différents intermédiaires notés sur le bordereau de suivi.

Article 3.2 - Déchets interdits

Sont interdits :

- tout déchet dont les caractéristiques ne répondent pas aux critères d'admission correspondants ;
- tout déchet dont la teneur en PCB, tel que défini dans le décret n° 2001-63 du 18 janvier 2001, dépasse 50 ppm en masse ;
- tout déchet liquide ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets qui, dans les conditions de mise en décharge, sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables, conformément aux définitions fixées à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- tout déchet présentant l'une au moins des caractéristiques suivantes :
 - chaud (température supérieure à 60 °C) ;
 - radioactif, c'est-à-dire qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
 - non pelletable ;
 - pulvérulent non préalablement conditionné ou traité en vue de prévenir une dispersion ;
 - fermentescible ;
 - à risque infectieux tel que défini par l'article R.1335-1 du code de la santé publique.
- déchets de mercure métallique.

Article 3.3 - Procédure d'acceptation préalable d'un déchet et vérification à l'arrivée

La procédure d'acceptation en installation de stockage de déchets dangereux comprend trois niveaux de vérification : la caractérisation de base, la vérification de la conformité, la vérification sur place.

Le producteur, ou détenteur, du déchet doit en premier lieu faire procéder à la caractérisation de base définie au point 1.1 de l'annexe I du présent arrêté.

Le producteur, ou détenteur, du déchet doit ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, faire procéder à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au minimum une fois par an. Elle est définie au point 1.2 de l'annexe I du présent arrêté.

Un déchet ne peut être admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur, ou détenteur, d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des

résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.

Article 3.4 - Procédure d'admission d'un déchet

Toute arrivée de déchets sur le site d'une installation de stockage fait l'objet des vérifications figurant à l'article 3.5.2 ainsi qu'au point 1.3 de l'annexe I du présent arrêté.

En cas de non-présentation de l'exemplaire original d'un des documents de suivi ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard 12 heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus de chargement au préfet de la Vendée, au préfet du département du producteur du déchet, au producteur, ou détenteur, du déchet et, si nécessaire, aux différents intermédiaires notés sur le bordereau de suivi.

Article 3.5 - Vérification et suivi

Article 3.5.1 - Surveillance des déchets réceptionnés

Une surveillance performante et fiable de la qualité :

- du site,
- de la conception et des aménagements,
- des déchets reçus,
- des lixiviats produits,
- de l'exploitation,
- du réaménagement,

doit être assurée en vue de la préservation de la qualité de l'environnement.

Article 3.5.2 - Vérification des déchets à l'arrivée

Les modalités de vérification des déchets à l'arrivée sur le site de stockage sont précisées à l'annexe I du présent arrêté.

Les vérifications prévues au point 1.3 de l'annexe I du présent arrêté doivent pouvoir être aisément réalisées à l'arrivée des déchets sur le site. Le mode de livraison des déchets doit être adapté à l'exercice systématique de ces vérifications.

Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, une vérification de tout chargement individualisé arrivant sur le site est impérative. Le mode de conditionnement doit permettre la libre réalisation de ces vérifications.

Il appartient, le cas échéant, à l'exploitant de décider de la nécessité de procéder à un nouveau conditionnement avant le stockage définitif.

Lorsque le déchet est définitivement accepté sur le site de stockage, un accusé de réception est délivré au producteur ou détenteur du déchet.

Article 3.5.3 - Contrôle trimestriel des déchets par un organisme extérieur

Des prélèvements sont effectués trimestriellement sur les déchets juste avant leur enfouissement par un organisme extérieur compétent de manière inopinée par prise de deux échantillons sur le produit frais sortant de l'usine de stabilisation, de déchets réceptionnés, ou à défaut, d'un échantillon conservé sur site par l'exploitant.

Les analyses correspondantes doivent permettre de valider la conformité des déchets enfouis aux règles imposés par le présent arrêté préfectoral.

L'exploitant est tenu de passer une convention avec un organisme extérieur compétent à cet effet, soumise à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Les échantillons sont analysés par un laboratoire indépendant et agréé par le ministère de l'environnement. Les résultats sont transmis

directement à l'inspecteur des installations classées par l'organisme choisi. Les frais liés à ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.5.4 - Laboratoire de contrôle

Un laboratoire est installé à l'entrée de l'installation de stockage afin de réaliser les analyses de caractérisation nécessaires à l'identification des déchets dangereux et les différentes analyses en matière d'eau et de déchets exigées au titre du présent arrêté.

Ce laboratoire est placé sous la direction d'un chimiste nommément désigné par l'exploitant, compétent en matière d'analyse de déchets dangereux.

Ce laboratoire est doté des appareils nécessaires pour pouvoir analyser les paramètres de caractérisation et de surveillance définis par le présent arrêté selon les méthodes normalisées et avec une sensibilité compatible avec les niveaux à mesurer. Il aura mis en place un système d'assurance de la qualité approprié, audité périodiquement.

Il pourra être fait appel à un laboratoire extérieur au site pour les analyses nécessaires à l'acceptation préalable, au renouvellement de l'acceptation préalable et à la mesure des paramètres relatifs aux eaux.

Article 3.5.5 - Contrôle de la radioactivité

L'exploitant établit une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection et il organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité et la radioprotection pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail.

La procédure visée à l'alinéa précédent mentionne notamment :

- les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ;
- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétent en radioprotection devant intervenir ;
- les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion.

Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.

Le chargement ayant provoqué le déclenchement du dispositif de contrôle de la radioactivité reste sur le site tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection (CMIR, IRSN, organismes agréés par l'ASN) n'est pas intervenue pour séparer le(s) déchet(s) à l'origine de l'anomalie radioactive du reste du chargement. Une fois le(s) déchet(s) incriminé(s) retiré(s) du chargement, le reste du chargement peut poursuivre son circuit de gestion classique après un dernier contrôle.

Tant que l'équipe spécialisée en radioprotection n'est pas intervenue, l'exploitant isole le chargement sur l'aire dédiée sur le site en mettant en place un périmètre de sécurité correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 $\mu\text{Sv/h}$.

L'organisme compétent en radioprotection doit identifier sa nature, caractériser les radionucléides présents, mettre en sécurité le(s) déchet(s) incriminé(s), puis le(s) entreposer temporairement dans un local sécurisé sur le site, permettant d'éviter tout débit d'équivalent de dose supérieur à 0,5 $\mu\text{Sv/h}$ au contact des parois extérieures.

Suivant la nature des radionucléides présents dans le déchet, le déchet pourra être traité dans la filière adaptée :

- s'il s'agit de radionucléides à période radioactive très courte ou courte (<100 jours), en général d'origine médicale, le déchet peut être laissé en décroissance sur place pendant une durée qui dépendra de la période radioactive des radionucléides présents puis éliminé par la filière conventionnelle adaptée quand son caractère radioactif aura disparu ;
- s'il s'agit de radionucléides à période radioactive moyenne ou longue (>100 jours), le déchet est géré dans une filière d'élimination spécifique, soit des déchets radioactifs avec l'ANDRA, soit de déchets à radioactivité naturelle renforcée avec une installation de stockage de déchets qui les accepte.

Le déchet est placé dans un container adapté, isolé des autres sources de dangers, évitant toute dissémination ou si possible, directement dans un colis permettant sa récupération par l'ANDRA. Ce container ou colis est placé dans un local sécurisé qui comporte a minima une porte fermée à clef, une détection incendie, un système de ventilation et, lorsque des déchets radioactifs sont présents, une signalisation adaptée.

La prise en charge et l'élimination du déchet radioactif ne peuvent être réalisés par l'ANDRA qu'après une caractérisation et un conditionnement répondant aux critères de l'ANDRA. Cette prise en charge peut prendre plusieurs mois afin de prendre en compte les modalités administratives, les modalités de conditionnement spécifique pour l'acceptation dans une installation de stockage de déchets radioactifs de l'ANDRA et les modalités d'emballage spécifique pour le déchet et son transport dans les conditions de l'accord européen relatif au transport de marchandises dangereuses par route (ADR) avec un chauffeur ayant un permis classe 7.

La division locale de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) doit être informée de toute découverte de déchets radioactifs.

Article 3.6 - Suivi de l'exploitation

Article 3.6.1 - Registre de refus

L'exploitant consigne sur un registre (ou sous forme électronique) tenu à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des déchets non admis dans l'installation de stockage et les raisons du refus.

L'exploitant reporte également sur un autre registre (ou sous forme électronique) les résultats de toutes les analyses prévues dans ce présent titre, ainsi que toutes les entrées de déchets sur le site (masse, nature, producteur, transporteur, provenance).

L'exploitant doit transmettre au préfet, chaque trimestre, un récapitulatif des déchets admis et refusés dans son installation de stockage.

Article 3.6.2 - Rapport d'activité

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant le plan visé à l'article 5.9, les résultats des vérifications faites sur les déchets ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur le fonctionnement de l'installation de stockage dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport contiendra également une évaluation du tassement des déchets, des capacités disponibles restantes et un comparatif avec le fonctionnement de l'installation au cours de l'année précédente.

Ce document, complété par un rapport récapitulant les analyses effectuées et les mesures administratives éventuelles, est présenté par l'inspection des installations classées au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Article 3.7 - Réaménagement final du site et suivi à long terme

Article 3.7.1 - Plan topographique

Un plan topographique, à l'échelle 1/500 présente :

- l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossés de collecte, tranchée drainante, limite de couverture, bassin de stockage, unité de traitement...) ;
- la position exacte des dispositifs de suivi, y compris ceux dont la tête est dissimulée par la couverture (piézomètres, buses diverses...) ;
- la projection horizontale des réseaux de drainage, ceci sur des plans différents si plusieurs réseaux superposés existent ;
- les courbes topographiques d'équidistance 1 mètre.

Article 3.7.2 - Suivi à long terme

Le suivi à long terme, d'une durée au moins égale à trente ans après le dernier apport de déchets, concerne :

- le suivi, au minimum semestriel, du niveau des eaux souterraines ;
- l'analyse de la qualité des eaux souterraines sur chacun des piézomètres du réseau de suivi mis en place. La fréquence de ces analyses est fonction du contexte hydrogéologique ;
- le suivi, semestriel, de la qualité des rejets avec mesures des débits afin de suivre la qualité de l'aménagement du site et de la sortie des lixiviats ;
- l'entretien du site (fossés, couverture, clôture, écran végétal, puits de mesures) ;
- les observations géotechniques du site avec suivi des repères topographiques.

Article 3.7.3 - Dossier de servitudes d'utilité publique

Conformément à l'article L. 515-12 du code de l'environnement et aux articles R. 515-26 à R. 515-31 du code de l'environnement, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation. Ce projet est remis au préfet avec la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, prévue par l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

TITRE 4 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À L'UNITÉ DE STABILISATION

Article 4.1 - Volumes tampons de déchets

L'usine de stabilisation dispose de capacités de stockage tampon avant traitement :

- 3 fosses à déchets pâteux (2x80 m³ et 100 m³)
- 5 silos pour les déchets pulvérulents (80 m³ chacun)
- une aire extérieure pour le stockage de big-bags

La quantité cumulée de déchets en attente de traitement et dans le process de stabilisation est limitée à 488 tonnes.

L'exploitant dispose des moyens lui permettant de connaître les caractéristiques des déchets dangereux en attente de stabilisation ou en cours de stabilisation (avec les mentions de dangers et/ou les rubriques 4XXX de référence prises en compte pour la détermination du statut Seveso du site) avec les quantités correspondantes des déchets dangereux concernés. Ces informations sont disponibles en permanence.

Afin de s'assurer de ne pas dépasser 488 t, il met en place un dispositif opérationnel avec une

consigne ou procédure associée. La procédure ou consigne précise les mesures à prendre pour éviter de dépasser 488 t. Dans le cas d'un arrêt de l'unité de stabilisation, toutes dispositions sont prises pour ne plus recevoir des déchets à stabiliser afin que la quantité maximale de déchets de 488 tonnes ne soit pas dépassée (report de l'arrivée sur le site, orientation vers un autre site de stabilisation etc.).

En attente de stabilisation, les déchets entreposés sont protégés des pluies (abrités ou à défaut big-bags fermés hermétiquement) sur une aire formant rétention.

En cas de vents forts, l'exploitant prend des mesures pour éviter toute dispersion des déchets notamment en attente de stabilisation et de chargement dans l'unité de stabilisation.

L'exploitant s'assure que les déchets de dangerosité différente, incompatibles ou susceptibles de l'être, sont entreposés, en attente de stabilisation, sur des aires ou dans des capacités distinctes de manière à éviter tout mélange ou contact.

Article 4.2 - Stockage de lixiviats

Pour les besoins du procédé de stabilisation, l'exploitant utilise en priorité les lixiviats issus de ses casiers de stockage de déchets. Pour cela, il peut disposer de cuves, bassins ou poches souples de stockage. Ces équipements sont aménagés de façon à prévenir tout risque de pollution des sols ou des eaux pluviales.

Le volume minimum total de stockage est de 600 m³.

La lagune 1 existante d'un volume de 800 m³ recueille les eaux de ruissellement issues de la voirie située autour de l'unité de stabilisation, eaux considérées comme lixiviats de déchets dangereux.

Le fond de la lagune est constituée d'une géomembrane aménagée ou entretenue de manière à permettre les contrôles réguliers de son étanchéité, éviter, le cas échéant, la formation de poche de gaz en dessous et, s'il y a lieu, surveiller la qualité des eaux circulant en sub surface sous la géomembrane.

Ces équipements de stockage font l'objet d'un entretien périodique. Les réservoirs de stockage des lixiviats issus des casiers d'exploitation et les réservoirs cylindriques verticaux de stockages des lixiviats sont sur rétention afin de prévenir tout risque de pollution des sols et du réseau d'eaux pluviales.

Article 4.3 - Nettoyage des installations de stabilisation

Le nettoyage des installations est réalisé avec des équipements adaptés et selon une procédure élaborée à cet effet à l'attention du personnel concerné. En particulier, dans le cas des poussières organiques liées notamment aux résidus de peintures poudre, l'exploitant dispose d'un dispositif d'aspiration prévue pour les atmosphères explosives (le balayage est interdit dans ce cas).

Le malaxeur fait l'objet d'un nettoyage régulier. L'exploitant prend les dispositions pour limiter la quantité d'eau utilisée, et pour réduire les risques de dispersion lors de ces opérations.

Article 4.4 - Détection d'hydrogène

Pour prévenir tout risque de formation d'un nuage explosif d'hydrogène dans le malaxeur, celui-ci est ventilé pour éviter les atmosphères explosives. Un détecteur d'hydrogène est placé au-dessus du malaxeur de manière à permettre la détection rapide de fuite d'hydrogène du malaxeur. Le ou les seuils de détection sont réglés de manière à prévenir tout risque d'explosion.

Cet équipement est relié à la centrale d'alarme sonore et visuelle du site au seuil de détection 20 % de la LIE de l'hydrogène, et fait l'objet de tests avec étalonnages périodiques (au moins annuels) et de maintenance. En cas de déclenchement, le malaxeur est arrêté depuis la centrale d'alarme ou par un dispositif d'arrêt accessible par le personnel et hors zone d'effets irréversibles (50 mbar) et indirects (20 mbar) en cas d'explosion.

Un dispositif placé judicieusement permet de s'assurer du bon fonctionnement de la détection d'hydrogène par le personnel.

Le bâtiment de stabilisation et le bâtiment d'accueil sont équipés d'une détection incendie avec renvoi vers le dispositif de surveillance ou d'alerte du site en exploitation et en dehors des heures d'ouverture. Ce dispositif technique et organisationnel est testé périodiquement et les équipements entretenus afin de maintenir leur bon fonctionnement.

Les mesures à prendre en cas de détection d'hydrogène ou d'incendie font l'objet de consignes pour le personnel d'exploitation, et, dans le cas de l'incendie, du personnel de surveillance ou d'astreinte.

TITRE 5 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX CASIERS DE STOCKAGE

Article 5.1 - Principe général d'implantation

Le contexte géologique et hydrogéologique de l'installation de stockage doit constituer une barrière de sécurité passive. L'aménagement du site est réalisé de telle façon que cette barrière ne soit pas sollicitée. Un dispositif de drainage incluant à sa base une géomembrane constitue un niveau de sécurité active.

La zone d'exploitation est à plus de 200 mètres de toute habitation, établissement recevant du public ou zone destinée à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. la zone d'exploitation doit être implantée et aménagée de telle sorte que :

- son exploitation soit compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes ;
- elle ne génère pas de nuisances qui ne pourraient faire l'objet de mesures compensatoires suffisantes et qui mettraient en cause la préservation de l'environnement et la salubrité publique.

Article 5.2 - Barrière passive

Le niveau de sécurité passive est constitué soit du terrain naturel en l'état, soit du terrain naturel remanié d'épaisseur minimum 5 mètres. La perméabilité de cette formation géologique est inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s. Dans le cas où une proportion faible de mesures ne respecterait pas cette seconde valeur, l'aptitude de la formation géologique à remplir le rôle de barrière sera précisée par une étude spécifique.

L'épaisseur de 5 mètres doit être effective sur la totalité de l'encaissement après la prise en compte de tous les travaux d'aménagement.

Le cas échéant, cette barrière passive peut être reconstituée artificiellement avec des matériaux naturels remaniés. La barrière passive des flancs à partir d'une hauteur de cinq mètres par rapport au fond de l'installation peut être reconstituée avec des matériaux fabriqués. Une étude doit alors montrer que la barrière reconstituée répondra à des exigences de perméabilité et d'épaisseur dont l'effet combiné, en termes de protection du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface, est au moins équivalent à celui résultant des exigences fixées au 1er alinéa. En tout état de cause, l'épaisseur de la barrière reconstituée sera au minimum de cinquante centimètres.

La détermination du coefficient de perméabilité s'effectue selon des méthodes normalisées.

En outre, dans le cas de la reconstitution totale ou partielle de la barrière passive, des mesures et vérifications à l'aide de planches d'essais sont effectuées afin de vérifier si les objectifs de perméabilité sont atteints et une étude géotechnique confirme la stabilité de l'ensemble.

Article 5.3 - Barrière active

Afin de faciliter le drainage des lixiviats, une géomembrane manufacturée, chimiquement compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard des caractéristiques géotechniques du projet, est installée sur le fond et les flancs de l'installation de stockage.

Cette géomembrane doit être immédiatement mise en place dès la fin de préparation du casier.

La géomembrane ne doit pas être considérée comme un élément intervenant dans la stabilisation des pentes naturelles ou artificielles sur lesquelles elle est mise en place.

La pente maximum d'une géomembrane sur talus ne doit pas dépasser 2 horizontal pour 1 vertical. Dans le cas de pentes plus fortes, ne dépassant pas toutefois 1 pour 1, des dispositifs intermédiaires d'ancrage de la géomembrane doivent être installés par paliers de 10 mètres maximum sur la hauteur.

Dans tous les cas, le calcul de la stabilité des pentes est obligatoire.

Des vérifications de la qualité de la géomembrane et de la bonne réalisation de sa pose sont réalisées par un bureau de contrôle ou une société de vérification.

Article 5.4 - Réseau de drainage

Le réseau de drainage de fond doit être conçu dans le but de permettre la vidéo-inspection et l'entretien.

Le réseau de drainage de fond comprend un ou plusieurs drains par casier.

Le système drainant de fond est conçu de façon à ce que la charge hydraulique s'exerçant sur la géomembrane ne puisse dépasser 30 centimètres.

Il se compose, à partir du fond de l'installation de stockage :

- d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal ;
- d'une couche drainante composée de matériaux de nature non évolutive dans les conditions d'emploi et d'une perméabilité supérieure à 1.10^{-4} m/s, préalablement lavés, d'une épaisseur minimale de 50 centimètres par rapport à la perpendiculaire de la pente ;
- d'une couche filtrante. Cette couche est dimensionnée de manière à filtrer le passage vers la couche drainante des éléments fins de déchets ou de tout autre matériau qui peuvent pénétrer la couche drainante et de ce fait gêner le passage et l'écoulement des lixiviats.

Une protection particulière est intégrée entre la géomembrane et les éléments du système drainant par la mise en place d'un géotextile anti-poinçonnant. Celle-ci a pour but d'éviter le poinçonnement de la géomembrane. La stabilité à long terme de l'ensemble mis en place doit être assurée.

Les flancs de l'installation de stockage doivent aussi être équipés d'un dispositif drainant adapté facilitant le cheminement des lixiviats vers le drainage de fond.

Une ou plusieurs galeries techniques ou tout autre dispositif équivalent dans lesquels débouchent tous les tuyaux de drainage sont réalisés en fond de site ou en périphérie externe du site. Ces ouvrages sont destinés à la surveillance et à l'entretien du système de drainage et doivent être accessibles à l'homme, dans le respect de la réglementation du travail, ou à tout outil approprié.

Leur mise en place doit faire l'objet d'études géotechniques afin de s'assurer de leur stabilité et de leur sécurité. Ces installations et leur dimensionnement doivent faire l'objet d'un contrôle qualité et de conformité à l'arrêté préfectoral d'autorisation, par un bureau de contrôle ou une société de vérification.

Article 5.5 - Réhausse du casier DIS3 (futur DIS 4E)

Article 5.5.1 - Principe général

Le principe de la reprise de l'exploitation au droit du casier DIS3 est le suivant :

- Déplacement des aménagements en place sur DIS3 (pépinière, belvédère, enclos et mare),
- Suppression de la couverture finale en laissant un mètre moyen d'argiles en place au-dessus des déchets du DIS3 et modelage du fond de forme de pente 1% vers le Nord-Est,
- Mise en place d'une couche d'isolation ayant les missions suivantes :
 - Barrière passive (caractéristiques validées par une étude d'équivalence),
 - Contrôle des tassements (caractéristiques définies par une étude spécifique),
 - Isolation des lixiviats de DIS3 et du casier DIS4-E (avec maintien des puits de lixiviats de DIS3),
- Mise en place de la barrière active,
- Soudure avec la géomembrane de fond de DIS4-A et DIS4-D,
- Stockage des déchets dans le nouveau casier DIS4-E :
 - en appui sur DIS4-A à l'Ouest,
 - en appui sur DIS4-D au Nord,
 - en appui sur des diguettes à l'Est (côté DIS2), et au Sud (côté DIB/OM),
- Mise en place d'une couverture finale englobant les 5 casiers de DIS4.

Article 5.5.2 - Barrière passive en réhausse

La barrière passive pour le futur casier DIS 4E surplombant l'ancien casier DIS 3 ne respecte pas les dispositions de l'article 5.2. Ces dispositions sont remplacées, du haut vers le bas, par :

- Un Géosynthétique Bentonitique
- 2 mètres de matériaux naturels reconstitués de perméabilité inférieure ou égale à $3,5.10^{-10}$ m/s. Ces argiles seront mises en place dans un état d'humidité supérieur à la pratique habituelle, soit 3 à 4% au-delà de l'optimum d'humidité Proctor (optimum Proctor + 2%).
- Géosynthétique de type géogrille permettant le renforcement aux déformations de la couche d'argile
- 1 m en moyenne de matériaux naturels assurant une perméabilité inférieure ou égale à $1,6.10^{-8}$ m/s (couverture en place du casier DIS3)

Article 5.5.3 - Programme de surveillance des travaux de réhausse

La mise en œuvre et le contrôle de la barrière reconstituée devra faire l'objet d'un programme conforme aux recommandations du guide AFNOR BP X30-438. Une planche d'essais est réalisée, avant ou au commencement du chantier, dont les objectifs principaux seront d'évaluer le comportement du fond de forme au compactage (pour la première couche au-dessus de DIS3) et l'aptitude du matériau à l'obtention des coefficients de perméabilité préconisés dans l'étude d'équivalence.

Le suivi topographique pourra être complété par des mesures de type profilomètre.

Un réseau de repères topographiques fixes à la surface de DIS3 associés à un suivi annuel qui pourra être couplé au suivi réglementaire de l'exploitation sera mis en place; les repères pourront être localisés aux points de simulation 1 à 7 calculés par INSAVALOR (Étude n°CO0019234 du 7 mai 2015).

Des remblais d'essais visant à reproduire la couche d'interface future seront réalisés ; ces remblais d'essais pourront mêler des argiles compactées, renforcées par géogrille ou non, et surchargées. Leur suivi dimensionnel devra être prolongé le plus longtemps possible par topographie et/ou profilomètre. Leur géométrie devra être définie en fonction de la hauteur des déchets stockés sous-

jacents et leur plus grande dimension ne pourra être inférieure à celle-ci.

Article 5.5.4 - Réhausse des puits de lixiviats

Les puits d'accès au fond de casier du DIS 3 sont maintenus et réhaussés par un manchonnage coulissant en PEHD. Cette configuration permet ainsi de supprimer toute tension qui pourrait affecter les géosynthétiques de la barrière active par le biais des tassements différentiels ou mouvement latéraux.

Un levé topographique des puits de lixiviat de DIS3 est réalisé annuellement et sert d'indicateur des tassements du fond de forme dans la mesure où ceux-ci sont surélevés par manchonnage.

Article 5.6 - Réseaux de collecte des différentes eaux et stockages de ces eaux

Article 5.6.1 - Collecte des lixiviats

Le ou les collecteurs principaux de l'installation de stockage dirigent en permanence et si possible de façon gravitaire les lixiviats vers les réservoirs de stockage tampon des lixiviats.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats arrivent dans un ou plusieurs puisards largement dimensionnés et étanches d'où ils sont pompés automatiquement pour être rejetés ensuite vers les réservoirs de stockage tampon.

Les dimensions des puisards sont calculées en tenant compte d'une charge hydraulique maximale de 30 centimètres en fond de site et d'un pompage automatisé des lixiviats.

Article 5.6.2 - Collecte des eaux de ruissellement

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site, un fossé extérieur de collecte, largement dimensionné et étanche, ceinture l'installation de stockage sur tout son périmètre.

Les eaux de ruissellement recueillies dans ce fossé et les eaux ruisselant sur la couverture intermédiaire sont évacuées gravitairement vers des bassins de stockage étanches (bassins nord et sud) permettant une décantation avant rejet dans le milieu naturel.

Article 5.7 - Règles d'exploitation du site

Article 5.7.1 - Règles générales d'exploitation

L'exploitation doit s'effectuer selon les règles suivantes :

- minimiser les surfaces d'exploitation offertes à la pluie afin de diminuer l'infiltration de l'eau de pluie au sein de la masse des déchets ;
- collecter les lixiviats dès le début de l'exploitation, les stocker et les traiter si nécessaire ;
- assurer une mise en place des déchets permettant une stabilité d'ensemble dès le début de l'exploitation ;
- disposer les déchets de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et, en particulier, à éviter les glissements.

Article 5.7.2 - Découpage en casiers

L'installation de stockage est divisée en casiers hydrauliquement indépendants de 10 000 m² maximum. Deux casiers au plus peuvent être exploités simultanément. Chaque casier est divisé en alvéoles.

La hauteur ou cote maximale des déchets pour un casier devra être calculée de façon à ne pas altérer les caractéristiques mécaniques et la qualité du système drainant et de façon à garantir la sécurité et la stabilité de la galerie technique.

La mise en exploitation du casier n+1 est conditionnée par le réaménagement du casier n-1 qui peut être soit un réaménagement final tel que décrit à l'article 5.8, si le casier atteint la cote maximale autorisée, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire.

Cette couverture intermédiaire, composée de matériaux adaptés, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets en facilitant le ruissellement vers le ou les bassins prévus à l'article 5.6.2.

Chaque casier est ceinturé par des digues intermédiaires assurant l'indépendance hydraulique du casier. La stabilité de l'ensemble du site doit être garantie.

En aucun cas l'évolution de ces digues ne doit se traduire par des tassements différentiels mettant en péril la couverture finale du site.

Article 5.7.3 - Enfouissement des déchets stabilisés

La mise en place des déchets stabilisés est adaptée en fonction de leurs caractéristiques physiques.

Les déchets pulvérulents doivent être conditionnés ou traités pour prévenir les envols.

Les déchets sont stockés par groupes de compatibilité dans des alvéoles, voire des casiers différenciés. Ces groupes de compatibilité sont constitués sous la responsabilité de l'exploitant de l'installation de stockage.

Article 5.7.4 - Enfouissement des déchets amiantés et assimilés

Les déchets contenant de l'amiante et assimilés (dont fibres céramiques) ne sont pas mélangés avec d'autres déchets dans une même alvéole si ce n'est au-dessus et au-dessous. La zone destinée aux déchets contenant de l'amiante est entourée d'alvéoles de déchets solidifiés. Les techniques de mise en œuvre permettent de garantir la traçabilité et la stabilité de cette alvéole. Il n'est pas exploité plus d'une zone de déchets contenant de l'amiante à la fois. Les déchets conditionnés sont manipulés et stockés de manière à éviter au maximum les risques de dispersion des fibres. Des consignes sont données aux employés du centre de stockage dans ce sens.

Article 5.8 - Couverture des casiers

Lorsque la cote maximale autorisée pour le dépôt de déchets est atteinte et cela quel que soit le nombre d'alvéoles superposés, une couverture finale est mise en place pour empêcher l'infiltration d'eau de pluie ou de ruissellement vers l'intérieur de l'installation de stockage. La couverture finale est mise en place au plus tard 8 mois après avoir atteint la cote maximale. Dans l'attente de sa mise en place, une couverture provisoire est installée.

La couverture finale présente une pente d'au moins 5 % et doit être conçue de manière à prévenir les risques d'érosion et à favoriser l'évacuation de toutes les eaux de ruissellement vers le fossé extérieur de collecte signalé à l'article 5.6.2.

La couverture a une structure multicouches et comprend au minimum (du haut vers le bas) :

- 30 centimètres de terre arable végétalisée, permettant le développement d'une végétation favorisant une évapo-transpiration maximale,
- Un géocomposite de drainage, en remplacement du niveau drainant de 0,5 m,
- Un écran imperméable composé d'une géomembrane et d'une couche de matériaux d'au moins 1 mètre d'épaisseur, caractérisé par un coefficient de perméabilité au maximum de 1.10^{-9} mètre par seconde ;
- Une couche drainante permettant la mise en dépression du stockage,
- Un géotextile de séparation entre le déchet et l'argile.

La couverture végétale est régulièrement entretenue.

Article 5.9 - Plan d'enfouissement

L'exploitant doit tenir à jour un plan et des coupes de l'installation de stockage qui sont envoyés annuellement à l'inspection des installations classées. Ils font apparaître :

- les rampes d'accès ;
- l'emplacement des casiers et des alvéoles du stockage ;
- les niveaux topographiques des terrains ;
- le schéma de collecte des eaux ;
- les déchets stockés casier par casier, alvéole par alvéole, couche par couche (provenance, nature, tonnage) ;
- les zones aménagées.

TITRE 6 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 6.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et la dispersion de matières diverses dans l'environnement, notamment sur les voies publiques et dans les zones d'habitations environnantes.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et leurs installations de manipulation, transvasement, transport sont munies de dispositifs de capotage et, au besoin, d'aspiration raccordés à une installation de dépoussiérage. Ces dernières satisfont à la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exception des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

Article 6.2 - Traitement des effluents atmosphériques

La dilution des rejets atmosphériques en vue de respecter les valeurs limites ci-après est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Article 6.3 - Valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques

Les valeurs limites de rejets à l'atmosphère sont les suivantes :

Activité ou atelier	Nature des polluants	Concentrations maximales
Usine de stabilisation	Poussières	< 10 mg/Nm ³

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs); les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

TITRE 7 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 7.1 - Prélèvements et consommation d'eau

Article 7.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

Le site est alimenté en eau potable par le réseau public, pour environ 1 000 m³/an. Tout usage d'eau

potable pour des besoins industriels est autant que possible limité.

Les besoins en eau pour l'arrosage des pistes internes et pour le nettoyage des matériels sont assurés en priorité par les bassins d'eaux pluviales.

L'exploitant doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter la consommation en eau provenant du réseau public.

Article 7.1.2 - Protection de la ressource

Les réseaux d'alimentation sont protégés contre les risques de contamination par la mise en place de dispositifs de disconnection efficaces et adaptés.

Les arrivées d'eau sont munies d'un dispositif totalisateur dont les mesures des quantités prélevées sont enregistrées régulièrement.

Les volumes consommés sont consignés mensuellement sur un registre, tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.2 - Eaux vannes

Les eaux sanitaires sont collectées dans une fosse septique toutes eaux et régulièrement vidangées.

Article 7.3 - Collecte des eaux pluviales

Les eaux pluviales non en contact avec les déchets sont dirigées vers deux bassins étanches au Nord et au Sud du site, de capacité respective de 2 060 m³ et 5 400 m³.

Article 7.4 - Rejet de lixiviats traités

Les lixiviats produits par le centre de stockage et l'usine de stabilisation ne peuvent pas être rejetés au milieu naturel et doivent être recyclés dans le process de l'usine.

Toutefois, en cas de circonstances externes dûment justifiées par l'exploitant auprès de monsieur le préfet de la Vendée, les rejets de lixiviats traités pourront être autorisés s'ils respectent les valeurs limites de l'article 7.5. Dans ce cas, un prélèvement et une analyse de la qualité des lixiviats stockés sont effectués avant rejet sur l'ensemble des paramètres visés à cet article 7.5 ainsi que sur la conductivité.

L'épandage, même sur les alvéoles, des lixiviats, précédé ou non d'un traitement, est interdit.

Article 7.5 - Valeurs limites de rejets

Les rejets des eaux stockées dans des bassins tampons qui regroupent les eaux de ruissellement doivent respecter au minimum les valeurs suivantes. Les rejets s'effectuent en direction du ruisseau du Cep.

Débit maximal par bassin : 15 m³/h. De novembre à avril, lorsque la pluviométrie est importante, ce débit peut être porté à 25 m³/h.

pH : Compris entre 5,5 et 8,8

Paramètres	Concentration	Flux maximal
Matières en suspension totale (MEST)	< 100 mg/l si flux journalier max < 15 kg/j < 35 mg/l au-delà	< 21 kg/j
Carbone organique total (COT)	< 70 mg/l	< 12 kg/j (débit < 15 m ³ /h) < 14 kg/j (débit > 15 m ³ /h)
Azote global (somme de l'azote kjeldahl des nitrites et des nitrates)	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max > 50 kg/j.	< 6 kg/j

Paramètres	Concentration	Flux maximal
Phosphore total	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max > 15 kg/j	< 1,8 kg/j
Phénols	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j	< 0,03 kg/j
Métaux totaux (*) dont :	< 15 mg/l	Période exploitation : < 3 kg/j (débit < 15 m³/h) < 5 kg/j (débit > 15 m³/h) Période travaux : < 5 kg/j (débit < 15 m³/h) < 9 kg/j (débit > 15 m³/h)
Cr (VI)	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j	< 0,03 kg/j
Cd	< 0,2 mg/l	< 0,045 kg/j
Pb	< 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j	< 0,09 kg/j
Hg	< 0,05 mg/l	< 0,012 kg/j
As	< 0,1 mg/l	< 0,03 kg/j
Fluor et composés (en F)	< 15 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j	< 3 kg/j
CN totaux	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j	< 0,03 kg/j
Hydrocarbures totaux (NFT 90114)	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j	< 1,8 kg/j
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j	< 0,21 kg/j

(*) Les métaux totaux sont la somme des concentrations en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Les eaux collectées dans les bassins de ruissellement peuvent être rejetées en continu après mesure du débit et du pH en continu.

En période de rejet, une analyse au minimum trimestrielle de la qualité des eaux stockées dans les bassins tampons pluviaux porte sur les paramètres mentionnés au présent article.

Les résultats d'analyse effectués selon le présent article sont transmis trimestriellement à l'inspecteur des installations classées.

Article 7.6 - Surveillance de la nappe souterraine

Article 7.6.1 - Piézomètres de surveillance

L'exploitant installe autour du site un réseau de mesure de la qualité des eaux souterraines constitué de piézomètres dont le nombre, la profondeur, la disposition et la fréquence de prélèvement sont déterminés sur la base des données de l'étude hydrogéologique d'octobre 2012 de Geoscop.

En l'occurrence, 4 piézomètres sont implantés en aval du site et 1 en amont.

Les têtes de puits sont protégées contre toute intrusion extérieure.

Article 7.6.2 - Analyses sur les piézomètres

Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément à la norme " Prélèvement d'échantillons - Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 " et tel que prévu au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

Pendant l'exploitation, l'exploitant effectue une surveillance, au minimum semestrielle, du niveau des eaux souterraines, en périodes de hautes et basses eaux.

Tous les six mois, l'exploitant fait procéder par un laboratoire agréé les analyses suivantes : pH, la conductivité, les teneurs en chlorures et fluorures, les matières en suspension, la DCO, les hydrocarbures totaux, les phénols, les cyanures libres, le fer, le plomb, le cadmium, l'arsenic, le chrome hexavalent, le mercure, l'aluminium, le manganèse, le cuivre, le zinc, le chrome, l'étain et

le nickel.

Tous les quatre ans, des analyses plus complètes sont effectuées :

- Analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO₂, NO₃, NH⁴⁺, Cl⁻, SO₄²⁻, PO₄³⁻, K⁺, NA⁺, CA²⁺, Mg²⁺, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, BTEX, HPA, PCB ;
- Analyses biologiques : DBO₅ ;
- Analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux et présence de salmonelle.

Pour chaque piézomètre, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Article 7.6.3 - Déclenchement d'une alerte sur le suivi piézométrique

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et, éventuellement, complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant met en œuvre un plan d'action et de surveillance renforcée.

L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par le préfet, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

Article 7.7 - Conservation et transmission des résultats d'analyses

Les résultats des mesures demandées au présent titre sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après apport du dernier chargement de déchets.

Les résultats des analyses demandées aux articles ci-dessus sont communiqués à l'inspection des installations classées :

- immédiatement en cas de non-conformité constatée ;
- trimestriellement pour les autres analyses d'eau.

Ils sont repris dans le rapport d'activité annuel.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 8.1 - Dispositions générales

Article 8.1.1 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Article 8.1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du code de l'environnement.

Article 8.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 8.2 - Niveaux acoustiques

Article 8.2.1 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 8.2.2 - Niveaux limites de bruit

Les niveaux sonores n'excèdent pas, du fait de l'établissement les valeurs ci-dessous.

Périodes et Niveaux sonores limites admissibles	Période de jour de 7h00 à 22h00 (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit de 22h00 à 7h00 (ainsi que dimanches et jours fériés)
Tous points en limite de propriété	70 dB(A)	65 dB(A)

Article 8.3 - Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques prévues en application du code de l'environnement.

Article 8.4 - Contrôle des niveaux sonores

Un contrôle des niveaux sonores est effectué au moins tous les trois ans, par un organisme ou une personne qualifié.

TITRE 9 - PRÉVENTIONS DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 9.1 - Caractérisation des risques

Article 9.1.1 - État des stocks des substances ou préparations dangereuses

L'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est constamment tenu à jour, en tenant compte des mentions de dangers codifiées par la réglementation en vigueur.

Cet état permet notamment de garantir que le stock tampon de déchets dangereux avant stabilisation ou enfouissement ne dépasse pas les 488 tonnes.

Article 9.1.2 - Zonages internes à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie,

d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, au besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

Article 9.2 - Infrastructures et installations

Article 9.2.1 - Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Elles sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Les installations de l'établissement doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Chaque bâtiment est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin ou par voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Article 9.2.2 - Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée (clôture, bâtiments fermés, dispositifs d'accès limités...). Cette interdiction est signifiée.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Une surveillance est assurée en permanence.

Article 9.2.3 - Bâtiments et locaux

A l'intérieur du bâtiment de stabilisation des déchets, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Une colonne sèche assure l'alimentation en eau à chaque étage du bâtiment.

Article 9.2.4 - Événements d'explosion

Les locaux classés en zones de dangers d'explosion, ainsi que les enceintes susceptibles d'entraîner un confinement, sont conçus de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion. Ils sont, au besoin, munis d'événements d'explosion de manière à limiter les conséquences d'une éventuelle explosion et munis de prévention contre la dispersion ou de dispositifs équivalents.

Article 9.2.5 - Désenfumage

Les locaux à risques d'incendie doivent être équipés en partie haute, sur au moins 1 % de leur surface d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface du local. La commande manuelle des exutoires de fumées doit être facilement accessible depuis les accès.

Article 9.2.6 - Ventilation et chauffage des locaux

Les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou nocive.

Les appareils de chauffage ne comportent pas de flamme nue. Ils fonctionnent à l'eau chaude, à la vapeur ou tout autre dispositif présentant un niveau de sécurité équivalent.

Article 9.2.7 - Réseaux, canalisations et équipements

Les réseaux, canalisations et équipements (réservoirs, appareils et machines) satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières (équipements sous pression, appareils de levage et de manutention...) et aux normes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.

Les matériaux employés pour leur construction sont choisis en fonction des conditions d'utilisation et de la nature des fluides contenus ou en circulation afin d'éviter toute réaction dangereuse et qu'ils ne soient pas sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité...).

Lors de leur installation, ils font l'objet de mesures de protection adaptées aux agressions qu'ils peuvent subir : actions mécaniques, physiques, chimiques, chocs, vibrations, écrasements, corrosions, flux thermiques... Les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile.

Les réseaux ainsi que les tuyauteries et câbles franchissent les voies de circulation sous des ponceaux ou dans des gaines, ou sont enterrés à une profondeur convenable. Ils sont conçus pour résister aux contraintes mécaniques des sols.

Les réseaux, notamment les secteurs raccordés, les regards, les points de branchement, les canalisations et les organes de toutes sortes ainsi que les équipements, sont entretenus en permanence. Ils font l'objet d'une surveillance et de contrôles périodiques appropriés qui donnent lieu à des enregistrements tracés afin de garantir leur maintien en bon état. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le premier robinet ou clapet isolant ce réservoir.

L'ensemble de ces éléments est reporté sur un plan régulièrement mis à jour.

Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant notamment de reconnaître sans équivoque la nature des fluides transportés (plaques d'inscription, code des couleurs ...).

Article 9.2.8 - Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

Pour l'éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés ou sont protégés contre les chocs. Ils sont installés de façon à ne pas provoquer un échauffement des revêtements isolants et des matériaux entreposés. L'éclairage de sécurité est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 9.2.9 - Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosibles soit de façon permanente ou semi-permanente soit de manière épisodique (faible fréquence et courte durée), les installations

électriques sont réduites aux stricts besoins nécessaires et conformes à la réglementation en vigueur. Les canalisations électriques seront convenablement protégées contre toutes agressions. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Article 9.2.10 - Protection contre la foudre

Article 9.2.10.1 - Analyse du Risque Foudre (ARF)

Une analyse du risque foudre (ARF) est réalisée par un organisme compétent qui identifie les équipements et les installations nécessitant une protection. Elle est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2 version novembre 2006 ou un guide technique reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Elle est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens du code de l'environnement, à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Article 9.2.10.2 - Moyens de protection contre les effets de la foudre

En fonction des résultats de l'ARF, une étude technique, menée par un organisme compétent, définit précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent. Ils répondent aux exigences de l'étude technique.

Article 9.2.10.3 - Contrôles des installations de protection contre la foudre

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Par la suite, les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet de vérifications visuelles annuelles et complètes tous les 2 ans par un organisme compétent.

Tous ces contrôles sont décrits dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisés conformément aux normes en vigueur (NF EN 62305-3 version décembre 2006).

Les agressions de la foudre sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une des vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant dispose de l'ARF, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Article 9.3 - Prévention des risques

Article 9.3.1 - Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention et d'un permis de feux.

Article 9.3.2 - Permis d'intervention ou Permis de feu

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme nue, arc électrique ou appareils générant des étincelles) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Ces modalités d'intervention sont établies et les documents sont visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée et l'éventuel intervenant extérieur.

Avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Article 9.4 - Prévention des pollutions accidentelles

Article 9.4.1 - Rétentions

Tout stockage de liquides, y compris les déchets, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts sauf pour les lubrifiants ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou la capacité totale des récipients si elle est inférieure.

Les capacités de rétention sont construites selon les règles de l'art. Elles sont étanches aux produits qu'elles contiennent, résistent à l'action physique et chimique des fluides et sont aménagées pour la récupération des eaux météoriques en cas de stockage extérieur. Elles peuvent être contrôlées à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

Les opérations de vérification, d'entretien et de vidange des rétentions donnent lieu à des comptes-rendus écrits.

Article 9.4.2 - Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence, notamment en évacuant les eaux pluviales.

Article 9.4.3 - Transports – chargements – déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées au réseau de collecte des lixiviats.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

La manipulation de produits dangereux ou polluants est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les silos à déchets et réactifs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Article 9.5 - Moyens d'intervention et organisation des secours

Article 9.5.1 - Principes généraux

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude des dangers et au présent arrêté. Il dispose d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Il dispose notamment d'une détection incendie au niveau du bâtiment de stabilisation relié à une télésurveillance.

Article 9.5.2 - Disponibilité et entretien des moyens d'intervention

Les moyens d'intervention sont judicieusement répartis dans l'établissement. Les éventuels équipements de protection individuelle sont conservés à proximité de leurs lieux d'utilisation, en dehors des zones dangereuses.

Ces matériels sont en nombres suffisants et en qualité adaptée aux risques. Ils sont immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

Tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels...) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.

Article 9.5.3 - Moyens d'intervention et ressources en eau et mousse

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- Des extincteurs répartis dans l'établissement ;
- Des moyens de communication permettant de communiquer et donner l'alerte dans l'établissement et d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- Une réserve d'eau non polluée d'au moins 120 m³ (différente de la lagune 1) doit être accessible sur le site pour permettre une intervention d'au moins deux heures notamment sur les bâtiments de l'unité de stabilisation.

Article 9.5.4 - Protection des milieux récepteurs (bassin de confinement et bassin d'orage)

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un dispositif de confinement offrant une capacité de rétention toujours disponible.

Dans le cas des bâtiments et de l'unité de stabilisation, ce bassin de confinement étanche aux produits collectés peut être constitué de la lagune 1 sous réserve que celle-ci offre une capacité minimum toujours disponible d'au moins 120 m³ pour le recueil des eaux d'extinction. Les organes de confinement doivent être accessibles et être testés régulièrement.

Les bassins nord (2 060 m³) et sud (5 400 m³) de recueil des eaux pluviales de ruissellement non polluées, ne sont pas prévus pour recevoir des eaux d'extinction d'incendie. Dans le cas d'incendie sur les zones de stockage, les effluents d'extinction sont récupérés dans les casiers pour être traités comme les lixiviats du site ou éliminés dans des installations autorisées à cet effet.

La lagune 1 est maintenue en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation pour le recueil des eaux d'extinction et des eaux de ruissellement. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service sont actionnables en toutes circonstances.

Article 9.6 - Prévention des accidents majeurs

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du Plan d'Opération Interne (POI) établi en application de l'article L515-41 du code de l'environnement.

Ce plan est par ailleurs testé au moins tous les trois ans.

TITRE 10 - GARANTIES FINANCIÈRES

Article 10.1 - Principes généraux

Pour son exploitation, l'exploitant doit disposer de garanties financières en application des alinéas 1°, 3° et 5° de l'article R 516-1 du code de l'environnement.

Article 10.2 - Montant des garanties financières

Année	Installation de stockage	Unité de stabilisation	Site Seveso	Total site
2017	2 143 642 €	117 013 €	1 544 631 €	3 805 286 €
2018	2 143 642 €	156 017 €	1 544 631 €	3 844 290 €
2019	2 143 642 €	195 021 €	1 544 631 €	3 883 294 €
2020	2 143 642 €	195 021 €	1 544 631 €	3 883 294 €
2021	2 143 642 €	195 021 €	1 544 631 €	3 883 294 €
2022	2 143 642 €	195 021 €	1 544 631 €	3 883 294 €
2023	2 143 642 €	195 021 €	1 544 631 €	3 883 294 €
2024	2 143 642 €	195 021 €	1 544 631 €	3 883 294 €
2025	2 143 642 €	195 021 €	1 544 631 €	3 883 294 €
2026	2 143 642 €	0 €	0 €	2 143 642 €
2027	2 143 642 €	0 €	0 €	2 143 642 €
2028	1 607 731 €	0 €	0 €	1 607 731 €
2029	1 607 731 €	0 €	0 €	1 607 731 €

Année	Installation de stockage	Unité de stabilisation	Site Seveso	Total site
2030	1 607 731 €	0 €	0 €	1 607 731 €
2031	1 607 731 €	0 €	0 €	1 607 731 €
2032	1 607 731 €	0 €	0 €	1 607 731 €
2033	1 205 798 €	0 €	0 €	1 205 798 €
2034	1 205 798 €	0 €	0 €	1 205 798 €
2035	1 205 798 €	0 €	0 €	1 205 798 €
2036	1 205 798 €	0 €	0 €	1 205 798 €
2037	1 205 798 €	0 €	0 €	1 205 798 €
2038	1 205 798 €	0 €	0 €	1 205 798 €
2039	1 205 798 €	0 €	0 €	1 205 798 €
2040	1 205 798 €	0 €	0 €	1 205 798 €
2041	1 205 798 €	0 €	0 €	1 205 798 €
2042	1 205 798 €	0 €	0 €	1 205 798 €
2043	1 193 740 €	0 €	0 €	1 193 740 €
2044	1 181 803 €	0 €	0 €	1 181 803 €
2045	1 169 985 €	0 €	0 €	1 169 985 €
2046	1 158 285 €	0 €	0 €	1 158 285 €
2047	1 146 702 €	0 €	0 €	1 146 702 €
2048	1 135 235 €	0 €	0 €	1 135 235 €
2049	1 123 883 €	0 €	0 €	1 123 883 €
2050	1 112 644 €	0 €	0 €	1 112 644 €
2051	1 101 518 €	0 €	0 €	1 101 518 €
2052	1 090 502 €	0 €	0 €	1 090 502 €
2053	1 079 597 €	0 €	0 €	1 079 597 €
2054	1 068 801 €	0 €	0 €	1 068 801 €
2055	1 058 113 €	0 €	0 €	1 058 113 €
2056	0 €	0 €	0 €	0 €

Les montants des garanties financières sont exprimés en TTC (TVA à 20%), et selon l'indice TP01=102,3 (août 2016).

Article 10.3 - Renouvellement – Actualisation des garanties financières

Il appartient à l'exploitant de renouveler ses garanties financières pour un montant de cautionnement qui évoluera conformément au tableau cité à l'article précédent.

L'exploitant adresse au préfet, trois mois avant l'échéance de la période en cours, le nouveau document attestant de la constitution des garanties financières pour la période suivante. Les montants sont actualisés en fonction de la TVA et l'indice TP01 en vigueur au moment du renouvellement.

Article 10.4 - Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 10.5 - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 10.6 - Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.
- pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 10.7 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-3 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

TITRE 11 - RÉCAPITULATIFS

Article 11.1 - Contrôles à réaliser et documents à transmettre à l'inspection

Le tableau suivant récapitule les contrôles spécifiquement prévus au titre de cet arrêté ainsi que les documents à transmettre à l'inspection des installations classées.

Articles	Objets	Date ou délais de réalisation	Fréquence de Transmission à l'IC
2.5.2	Bilan environnement annuel (déclaration GEREPE)	Bilan annuel informatisé	/
3.3	Procédure d'acceptation préalable d'un déchet et vérification à l'arrivée	Certificat annuel d'acceptation	/
3.5.3	Contrôle trimestriel des déchets par un organisme extérieur Contrôle trimestriel des déchets par un organisme extérieur	Contrôle trimestriel	Trimestrielle
3.6.1	Registre de refus		Trimestrielle
3.6.2	Rapport d'activité	Avant fin mars année N+1	Annuelle
4.4	Détection d'hydrogène	Tests annuels	/
5.8	Couverture des casiers	Couverture dans les 8 mois après avoir atteint la côte finale	/
5.9	Plan d'enfouissement		Plan transmis annuellement
7.1.2	Protection de la ressource	Enregistrement mensuel	/
7.5	Valeurs limites de rejets	Analyse trimestrielle en période de rejet	Idem
7.6.2	Analyses sur les piézomètres	Analyse semestrielle	/
8.4	Contrôle des niveaux sonores	Contrôle tous les 3 ans	/
9.6	Prévention des accidents majeurs	Disposition de l'AM du 26/05/2014 Recensement annuel, POI à tester tous les 3 ans, etc.	/
10.3	Renouvellement – Actualisation des garanties financières	/	Acte de cautionnement à transmettre avant l'échéance.

TITRE 12 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 12.1 Publicité de l'arrêté

A la mairie de Saint-Cyr-des-Gâts :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, pôle environnement.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de la société, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 12.2 Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 12.3 Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, le maire de Saint-Cyr-des-Gâts, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, les inspecteurs de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié, pour information, au directeur départemental des territoires et de la mer, à la directrice générale de l'agence régionale de santé des Pays-de-la-Loire, délégation territoriale de Vendée, au directeur départemental des services d'incendie et de secours et au commissaire enquêteur.

Fait à La Roche sur Yon, le

28 FEV. 2017

Le Préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

Vincent NIQUET

Arrêté n°17-DRCTAJ/1- 55

autorisant la société SOLITOP à poursuivre l'exploitation d'un centre de stockage de déchets dangereux à Saint-Cyr-des-Gâts

Annexe I :

Critères d'admission en installation de stockage pour déchets dangereux

1. Les trois niveaux de vérification

1.1. Caractérisation de base

La caractérisation de base est la première étape de la procédure d'admission ; elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères correspondant à la mise en décharge pour déchets dangereux. La caractérisation de base est exigée pour chaque type de déchets. S'il ne s'agit pas d'un déchet produit dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets devra faire l'objet d'une caractérisation de base.

a) Informations à fournir

- a) Source et origine du déchet.
- b) Informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits).
- c) Données concernant la composition du déchet et son comportement en matière de lixiviation. Le cas échéant, tous les éléments cités au point 3 de la présente annexe seront en particulier à analyser. La capacité de neutralisation acide (CNA) sera à évaluer, à l'exception du cas des déchets ayant subi un traitement de stabilisation.
- d) Apparence des déchets (odeur, couleur, apparence physique).
- e) Code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.
- f) Précautions éventuelles à prendre au niveau de l'installation de stockage.

b) Essais à réaliser

Le contenu de la caractérisation, l'ampleur des essais en laboratoire requis et les relations entre la caractérisation de base et la vérification de la conformité dépendent du type de déchets. Il convient cependant de réaliser le test de potentiel polluant prévu au point 2 de la présente annexe. Les essais réalisés lors de la caractérisation de base doivent toujours inclure les essais prévus à la vérification de la conformité ainsi qu'un test de lixiviation de courte durée prévue au point 1.3 de la présente annexe et un essai permettant, si nécessaire, de connaître la radioactivité. Lorsque le déchet est à stabiliser pour répondre aux seuils d'admission fixés au point 3 de la présente annexe, la caractérisation de base est effectuée sur le déchet avant stabilisation mais le test de potentiel polluant prévu au point 2 de la présente annexe est également réalisé sur le déchet stabilisé.

Les tests et analyses relatifs à la caractérisation de base peuvent être réalisés sous la responsabilité du producteur du déchet ou de l'exploitant de l'installation de stockage de déchets sur son site ou, à son initiative, dans un laboratoire compétent.

Il est possible de ne pas effectuer les essais correspondant à la caractérisation de base après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :

- toutes les informations nécessaires à la caractérisation de base sont connues et dûment justifiées ;
- le déchet fait partie d'un type de déchets pour lesquels la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ni de critère d'admission.

Un déchet ne sera admissible que si les critères d'admission du point 3 de la présente annexe sont respectés à l'issue de l'essai de potentiel polluant prévu au point 2 de la présente annexe.

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, la caractérisation de base apportera des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Lorsque l'on se rapproche des seuils d'admission définis au point 3 de la présente annexe, les résultats des mesures ne peuvent montrer que de faibles variations.

Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule caractérisation de base peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites sur les paramètres de la caractérisation de base montrant leur homogénéité.

Ces dispositions relatives aux déchets régulièrement produits dans le cadre d'un même procédé industriel ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installation de regroupement ou de mélange de déchets.

c) Caractérisation de base et vérification de la conformité

Sur la base des résultats de la caractérisation de base, la fréquence de la vérification de la conformité ainsi que les paramètres critiques qui y seront recherchés sont déterminés. En tout état de cause, la vérification de la conformité est à réaliser au plus tard un an après la caractérisation de base et à renouveler au moins une fois par an.

La caractérisation de base est également à renouveler lors de toute modification importante de la composition du déchet. Une telle modification peut en particulier être détectée durant la vérification de la conformité. Le producteur des déchets informera par ailleurs l'exploitant de l'installation de stockage de toute modification importante apportée au procédé industriel à l'origine du déchet.

Les résultats de la caractérisation de base sont conservés par l'exploitant de l'installation de stockage et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à ce qu'une nouvelle caractérisation soit effectuée ou jusqu'à trois ans après l'arrêt de la mise en décharge du déchet.

1.2. Vérification de la conformité

Quand un déchet a été jugé admissible à l'issue d'une caractérisation de base et au vu des critères d'admission du point 3 de la présente annexe, une vérification de la conformité est à réaliser au plus tard un an après et à renouveler une fois par an. Dans tous les cas, l'exploitant veillera à ce que la portée et la fréquence de la vérification de la conformité soient conformes aux prescriptions de la caractérisation de base. Si le déchet subit un traitement de stabilisation, la vérification de la conformité s'effectue sur le déchet stabilisé.

La vérification de la conformité vise à déterminer si le déchet est conforme aux résultats de la caractérisation de base et aux critères appropriés d'admission définis au point 3 de la présente annexe.

Les paramètres déterminés comme critiques lors de la caractérisation de base doivent en particulier faire l'objet de tests. La vérification doit montrer que le déchet satisfait aux valeurs limites fixées pour les paramètres critiques. Sous réserve de l'accord de l'inspection des installations classées et pour un flux de déchets précis, certains éléments repris au point 3 de la présente annexe et non déterminés comme critiques lors de la caractérisation de base pourront ne pas être analysés dans la vérification de la conformité.

Les essais utilisés pour la vérification de la conformité sont choisis parmi ceux utilisés pour la caractérisation de base. Ces essais comprennent au moins un essai de lixiviation. A cet effet, on utilise les méthodes normalisées précisées au point 2 de la présente annexe.

Les tests et analyses relatifs à la vérification de la conformité sont réalisés sous la responsabilité de l'exploitant de l'installation de stockage de déchets sur le site de stockage ou sur le site de l'installation de traitement.

Les déchets exemptés des obligations d'essai pour la caractérisation de base sont également

exemptés des essais de vérification de la conformité. Ils doivent néanmoins faire l'objet d'une vérification de leur conformité avec les informations fournies lors de la caractérisation de base.

Lorsque le déchet est stabilisé dans une installation dédiée au site de stockage, les essais de lixiviation et analyses sont effectuées sur le déchet stabilisé et renouvelés après chaque changement de formulation.

Les résultats des essais sont conservés par l'exploitant de l'installation de stockage et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de trois ans après leur réalisation.

1.3. Vérification sur place

Chaque chargement de déchets fait l'objet d'une inspection visuelle avant ou après le déchargement. Les documents requis doivent être vérifiés conformément à l'article 9 du présent arrêté.

Les éléments à recueillir lors de la vérification sur place sont les suivants :

- 1. Vérification, le cas échéant, des documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- 2. Existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;
- 3. Présence et vérification du bordereau de suivi du déchet ;
- 4. Examen visuel du chargement ;
- 5. Mesure de la température si nécessaire ;
- 6. Détection de la radioactivité si nécessaire ;
- 7. Prélèvement de deux échantillons dont un est analysé ;
- 8. Test de lixiviation de courte durée.

Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement peuvent être déterminées en fonction des procédures de surveillances appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.

Le test de lixiviation de courte durée est limité à une seule lixiviation d'une durée de dix minutes lorsque c'est la norme X 30 402-2 qui est utilisée.

Sous réserve de l'accord de l'inspection des installations classées et pour un flux de déchets précis, certains éléments repris au point 3 de la présente annexe et non déterminés comme critiques lors de la caractérisation de base pourront ne pas être analysés dans la vérification sur place.

Pour les déchets stockés par un producteur de déchets dans une installation de stockage dont il est l'exploitant et dans la mesure où il dispose d'une procédure interne d'optimisation de la qualité dans la gestion de ses déchets, cette vérification peut s'effectuer au point de départ des déchets et les documents demandés aux points 1, 2 et 3 ci-dessus peuvent ne pas être exigés.

Les échantillons sont conservés dans un local spécifique pendant une durée de deux mois et sont tenus pendant cette période à la disposition de l'inspection des installations classées.

2. Test de potentiel polluant

2.1. Modes opératoires

Le test de potentiel polluant est basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation. Le test de lixiviation à appliquer est fonction des propriétés physiques et mécaniques du déchet. Le choix est réalisé selon les prescriptions de la norme XP 30-417 où l'on retiendra deux possibilités :

1. Déchets solides massifs ;

2. Déchets non massifs.

Le déchet est reconnu comme solide massif si ses caractéristiques physiques et en particulier dimensionnelles sont en accord avec les normes XP 30-417 et XP X 31-212 et si les résultats des tests réalisés sur le déchet conformément à la norme XP X 31-212 satisfont aux seuils suivants dans un délai maximum de 91 jours :

- R_c et $R'_c > 1$ Mpa ;
- R_t et $R'_t > 0,1$ Mpa.

Le test de potentiel polluant qui lui est alors appliqué est le test de lixiviation normalisé XP X 31-211 sur 24 heures.

Si le déchet est reconnu comme non massif, le test de potentiel polluant qui lui est alors appliqué est le test de lixiviation normalisé X 30 402-2.

Le test de potentiel polluant, quel que soit le choix de la méthode normalisée, comporte une seule lixiviation de 24 heures.

L'éluat est analysé et le résultat est exprimé en fonction des modalités de calcul proposées dans les annexes des normes précitées.

2.2. Paramètres à analyser

Le tableau ci-après décrit les essais normalisés ou en cours de normalisation à réaliser sur le déchet brut, le déchet traité, les éluats et les terres :

Paramètres	Déchets bruts	Eluats	Terres
Siccité	NF ISO 11465		NF ISO 11465
COT	NF EN 13137	ENV 13370	
Fraction soluble globale		NFT 90-029 ⁽¹⁾ ou XP X 31-211 sur 24 heures	
PH		ENV 12506	
Cr (VI)		ENV 12506	
Cr, Ba, Mo, Pb, Zn, Cd, Ni, Cu		ENV 12506	
Sb		NF EN ISO 11885	
Se		Pr EN 31969	
As		ENV 12506	
Hg		ENV 13370	
Indice phénol		ENV 13370	
CN libres		ENV 13370	
Fluorures		ENV 13370	
HAP			ISO CD 13877
PCB	XP-30 443		ISO 10382
BTEX ⁽²⁾			
Organochlorés			ISO 10382
HCT			ISO 11046

(1) Sur l'éluat de la X 30 402-2 obtenu sur 24 heures, la norme NFT 90-029 s'applique uniquement avec la méthode de détermination du résidu sec à 100-105 °C.

(2) Les BTEX sont mesurés par espace de tête ou fibre SPME par chromatographie en phase gazeuse. Il pourra être demandé au laboratoire pratiquant l'analyse de justifier la pertinence de la méthode d'analyse retenue et l'incertitude de cette méthode dans la plage de valeurs mesurées.

3. Critères d'admission des déchets

Les déchets pourront être admis s'ils respectent les seuils suivants :

$4 < \text{pH} < 13$ mesure effectuée sur l'éluat ;

Fraction soluble globale < 10 % en masse de déchet sec ;

Siccité > 30 % en masse du déchet sec.

Les seuils ci-dessous portent sur la fraction extraite de l'éluat, exprimée en mg/kg de déchet stabilisé sec :

- COT < 1 000 mg/kg ;
- Cr < 70 mg/kg ;
- Pb < 50 mg/kg ;
- Zn < 200 mg/kg ;
- Cd < 5 mg/kg ;
- Ni < 40 mg/kg ;
- As < 25 mg/kg ;
- Hg < 2 mg/kg ;
- Ba < 300 mg/kg ;
- Cu < 100 mg/kg ;
- Mo < 30 mg/kg ;
- Sb < 5 mg/kg ;
- Se < 7 mg/kg ;
- Fluorures < 500 mg/kg ;
- Phénols < 100 mg/kg.

Outre les valeurs limites de lixiviation, les déchets admis en installation de stockage de déchets dangereux doivent, après une éventuelle stabilisation, avoir une valeur en carbone organique total inférieure ou égale à 6% en masse de déchet sec. Si cette valeur est dépassée, une valeur plus élevée peut être admise à la condition que la valeur limite de 1 000 mg/kg soit respectée pour le COT sur le lixiviat sur la base d'un pH 7 ou au pH du déchet.

Pour les terres dépolluées ou peu polluées, les seuils supplémentaires suivants sont à respecter :

HAP < 5 000 mg/kg

PCB < 50 mg/kg

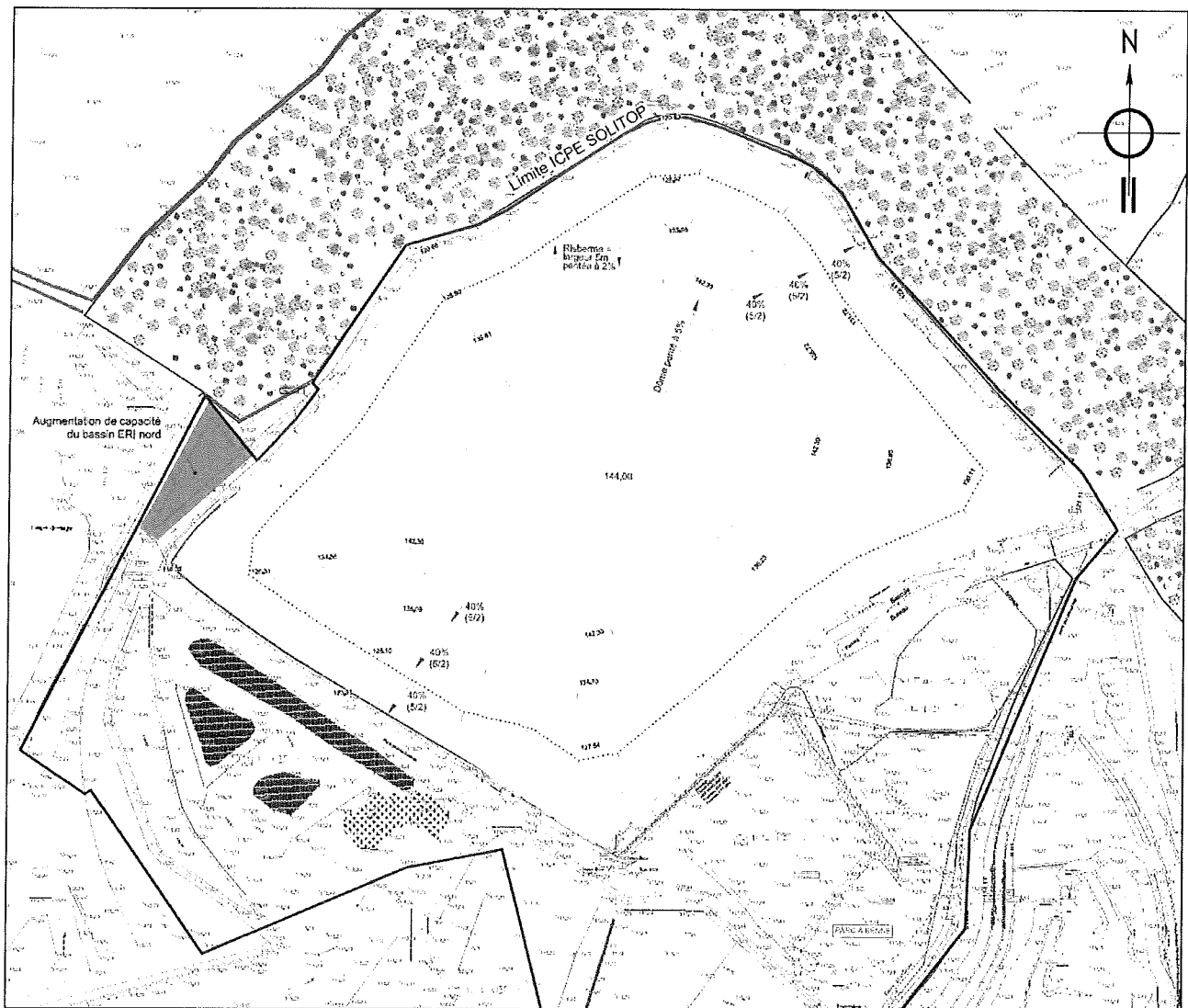
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, xylène) < 200 mg/kg avec benzène < 30 mg/kg

HCT < 50 000 mg/kg

Organochlorés < 100 mg/kg

Ces seuils sont exprimés par rapport à la matière sèche du déchet.

Plan de remise en état final



(plan hors échelle)

Table des matières

Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	2
Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	2
Article 1.1.1 - Titulaire de l'autorisation.....	2
Article 1.1.2 - Prescriptions antérieures.....	2
Article 1.1.3 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration.....	2
Article 1.1.4 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	3
Article 1.1.5 - Tonnages autorisés.....	5
Article 1.1.6 - Implantation de l'établissement.....	6
Article 1.1.7 - Description des activités principales.....	6
Article 1.1.8 - Zone géographique d'apport des déchets.....	6
Article 1.1.9 - Validité de l'autorisation.....	6
Article 1.1.10 - Délais et voies de recours.....	6
Article 1.2 - Modifications et cessation d'activité.....	7
Article 1.2.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	7
Article 1.2.2 - Portée à connaissance.....	7
Article 1.2.3 - Transfert sur un autre emplacement.....	7
Article 1.2.4 - Changement d'exploitant.....	7
Article 1.2.5 - Cessation d'activité.....	7
Article 1.3 - Législations et réglementations applicables.....	8
Article 1.3.1 - Textes généraux applicables à l'établissement.....	8
Article 1.3.2 - Textes spécifiques applicables à l'établissement.....	8
Article 1.3.3 - Respect des autres législations et réglementations.....	8
Titre 2 - Gestion de l'établissement.....	9
Article 2.1 - Justificatifs tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.....	9
Article 2.2 - Principes de conception et d'aménagement.....	9
Article 2.2.1 - Intégration dans le paysage.....	9
Article 2.3 - Dispositions générales d'exploitation.....	9
Article 2.3.1 - Accès.....	9
Article 2.3.2 - Aménagements et entretien.....	10
Article 2.4 - Exploitation des installations.....	10
Article 2.4.1 - Horaires de fonctionnement.....	10
Article 2.4.2 - Personnes compétentes.....	11
Article 2.4.3 - Formation du personnel.....	11
Article 2.4.4 - Consignes.....	11
Article 2.4.4.1 - Consignes d'exploitation.....	11
Article 2.4.4.2 - Consignes de sécurité.....	11
Article 2.4.5 - Conduite et entretien des installations.....	12
Article 2.4.6 - Réserves de produits ou matières consommables.....	12
Article 2.4.7 - Incidents ou accidents.....	12
Article 2.5 - Surveillance de l'établissement et de ses émissions.....	12
Article 2.5.1 - Suivi et contrôle des installations.....	12
Article 2.5.2 - Bilan environnement annuel (déclaration GEREPE).....	13
Titre 3 - Admission des déchets.....	13
Article 3.1 - Déchets admissibles.....	13
Article 3.1.1 - Généralités.....	13
Article 3.1.2 - Admission de déchets d'amiante et assimilés.....	13
Article 3.2 - Déchets interdits.....	14
Article 3.3 - Procédure d'acceptation préalable d'un déchet et vérification à l'arrivée.....	14
Article 3.4 - Procédure d'admission d'un déchet.....	15
Article 3.5 - Vérification et suivi.....	15
Article 3.5.1 - Surveillance des déchets réceptionnés.....	15
Article 3.5.2 - Vérification des déchets à l'arrivée.....	15
Article 3.5.3 - Contrôle trimestriel des déchets par un organisme extérieur.....	15
Article 3.5.4 - Laboratoire de contrôle.....	16

Article 3.5.5 - Contrôle de la radioactivité.....	16
Article 3.6 - Suivi de l'exploitation.....	17
Article 3.6.1 - Registre de refus.....	17
Article 3.6.2 - Rapport d'activité.....	17
Article 3.7 - Réaménagement final du site et suivi à long terme.....	18
Article 3.7.1 - Plan topographique.....	18
Article 3.7.2 - Suivi à long terme.....	18
Article 3.7.3 - Dossier de servitudes d'utilité publique.....	18
Titre 4 - Dispositions spécifiques à l'unité de stabilisation.....	18
Article 4.1 - Volumes tampons de déchets.....	18
Article 4.2 - Stockage de lixiviats.....	19
Article 4.3 - Nettoyage des installations de stabilisation.....	19
Article 4.4 - Détecteur d'hydrogène.....	19
Titre 5 - Dispositions spécifiques aux casiers de stockage.....	20
Article 5.1 - Principe général d'implantation.....	20
Article 5.2 - Barrière passive.....	20
Article 5.3 - Barrière active.....	21
Article 5.4 - Réseau de drainage.....	21
Article 5.5 - Réhausse du casier DIS3 (futur DIS 4E).....	22
Article 5.5.1 - Principe général.....	22
Article 5.5.2 - Barrière passive en réhausse.....	22
Article 5.5.3 - Programme de surveillance des travaux de réhausse.....	22
Article 5.5.4 - Réhausse des puits de lixiviats.....	23
Article 5.6 - Réseaux de collecte des différentes eaux et stockages de ces eaux.....	23
Article 5.6.1 - Collecte des lixiviats.....	23
Article 5.6.2 - Collecte des eaux de ruissellement.....	23
Article 5.7 - Règles d'exploitation du site.....	23
Article 5.7.1 - Règles générales d'exploitation.....	23
Article 5.7.2 - Découpage en casiers.....	23
Article 5.7.3 - Enfouissement des déchets stabilisés.....	24
Article 5.7.4 - Enfouissement des déchets amiantés et assimilés.....	24
Article 5.8 - Couverture des casiers.....	24
Article 5.9 - Plan d'enfouissement.....	24
Titre 6 - Prévention de la pollution atmosphérique.....	25
Article 6.1 - Dispositions générales.....	25
Article 6.2 - Traitement des effluents atmosphériques.....	25
Article 6.3 - Valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques.....	25
Titre 7 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques.....	26
Article 7.1 - Prélèvements et consommation d'eau.....	26
Article 7.1.1 - Origine des approvisionnements en eau.....	26
Article 7.1.2 - Protection de la ressource.....	26
Article 7.2 - Eaux vannes.....	26
Article 7.3 - Collecte des eaux pluviales.....	26
Article 7.4 - Rejet de lixiviats traités.....	26
Article 7.5 - Valeurs limites de rejets.....	26
Article 7.6 - Surveillance de la nappe souterraine.....	27
Article 7.6.1 - Piézomètres de surveillance.....	27
Article 7.6.2 - Analyses sur les piézomètres.....	27
Article 7.6.3 - Déclenchement d'une alerte sur le suivi piézométrique.....	28
Article 7.7 - Conservation et transmission des résultats d'analyses.....	28
Titre 8 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations.....	28
Article 8.1 - Dispositions générales.....	28
Article 8.1.1 - Aménagements.....	28
Article 8.1.2 - Véhicules et engins.....	29
Article 8.1.3 - Appareils de communication.....	29
Article 8.2 - Niveaux acoustiques.....	29
Article 8.2.1 - Valeurs limites d'émergence.....	29

Article 8.2.2 - Niveaux limites de bruit.....	29
Article 8.3 - Vibrations.....	29
Article 8.4 - Contrôle des niveaux sonores.....	29
Titre 9 - Préventions des risques technologiques.....	29
Article 9.1 - Caractérisation des risques.....	29
Article 9.1.1 - État des stocks des substances ou préparations dangereuses.....	29
Article 9.1.2 - Zonages internes à l'établissement.....	30
Article 9.2 - Infrastructures et installations.....	30
Article 9.2.1 - Accès et circulation dans l'établissement.....	30
Article 9.2.2 - Contrôle des accès.....	30
Article 9.2.3 - Bâtiments et locaux.....	30
Article 9.2.4 - Événements d'explosion.....	30
Article 9.2.5 - Désenfumage.....	30
Article 9.2.6 - Ventilation et chauffage des locaux.....	31
Article 9.2.7 - Réseaux, canalisations et équipements.....	31
Article 9.2.8 - Installations électriques – mise à la terre.....	31
Article 9.2.9 - Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion.....	32
Article 9.2.10 - Protection contre la foudre.....	32
Article 9.2.10.1 - Analyse du Risque Foudre (ARF).....	32
Article 9.2.10.2 - Moyens de protection contre les effets de la foudre.....	32
Article 9.2.10.3 - Contrôles des installations de protection contre la foudre.....	32
Article 9.3 - Prévention des risques.....	33
Article 9.3.1 - Interdiction de feux.....	33
Article 9.3.2 - Permis d'intervention ou Permis de feu.....	33
Article 9.4 - Prévention des pollutions accidentelles.....	33
Article 9.4.1 - Rétentions.....	33
Article 9.4.2 - Règles de gestion des stockages en rétention.....	33
Article 9.4.3 - Transports – chargements – déchargements.....	34
Article 9.5 - Moyens d'intervention et organisation des secours.....	34
Article 9.5.1 - Principes généraux.....	34
Article 9.5.2 - Disponibilité et entretien des moyens d'intervention.....	34
Article 9.5.3 - Moyens d'intervention et ressources en eau et mousse.....	34
Article 9.5.4 - Protection des milieux récepteurs (bassin de confinement et bassin d'orage).....	35
Article 9.6 - Prévention des accidents majeurs.....	35
Titre 10 - Garanties financières.....	35
Article 10.1 - Principes généraux.....	35
Article 10.2 - Montant des garanties financières.....	35
Article 10.3 - Renouvellement – Actualisation des garanties financières.....	36
Article 10.4 - Modification du montant des garanties financières.....	37
Article 10.5 - Absence de garanties financières.....	37
Article 10.6 - Appel des garanties financières.....	37
Article 10.7 - Levée de l'obligation de garanties financières.....	37
Titre 11 - Récapitulatifs.....	38
Article 11.1 - Contrôles à réaliser et documents à transmettre à l'inspection.....	38
Titre 12 – Dispositions administratives.....	38
Article 12.1 - Publicité de l'arrêté.....	38
Article 12.2 - Diffusion.....	39
Article 12.3 - Pour application	39